

# COMMUNAUTE de COMMUNES de COMMERCY – VOID - VAUCOULEURS

## ASSEMBLEE GENERALE du 6 décembre 2017

### **Objet : Dérogations municipales 2018 au repos dominical pour les commerces de détail - avis du conseil communautaire**

L'an deux mille dix-sept, le 6 décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes de Commercy - Void - Vaucouleurs, convoqués le 28 novembre 2017, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

#### Etaient présents :

**Boncourt sur Meuse** : MIDENET Eric, **Bovée sur Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey aux Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie ; **Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey la Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chalaines** : SANCHEZ Christine *suppléante de HOCQUART Patrick* ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CARE Florent, DABIT Annette, GUCKERT Olivier, LE BONNIEC Alain, LEFEVRE Jérôme, LEMOINE Olivier, PAILLARDIN Delphine, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise, **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez sur Meuse** : HENRION Mauricette ; **Erneville aux Bois** : DRUPT Hubert ; **Euville** : FERIOLI Alain, HERY Joël ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt pres Sampigny** : COLLIGNON Daniel *suppléant de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville au Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérouville** : BRUNO Patricia, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey sur Vaise** : DINTRICH Jean-Luc ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Méligny le Grand** : WAGNER Dominique ; **Méligny le Petit** : BOUCHOT Christian ; **Ménil la Horgne** : CONNESSON Jean-Claude ; **Montbras** : BOILEAU Françoise *suppléante de THOMAS Claude* ; **Naives en Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois le Grand** : ORBION Claude ; **Neuville les Vaucouleurs** : JACOB Denis *suppléant de TIRLICIEN Alain* ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ; **Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny sur Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Eliane ; **Saint Aubin sur Aire** : FALLON Luc ; **Saint Germain sur Meuse** : ANDRE Patrick ; **Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Sorcy Saint Martin** : DELOGE Robert, MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : BON Bénédicte ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, FAVE Francis, GEOFFROY Alain, GIANNINI Cédric ; **Vignot** : BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine ; **Villeroy sur Méholles** : DESOTEUX Gisèle ; **Void Vacon** : GAUCHER Alain, BOKSEBELD Virginie, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

#### Suppléant présent sans pouvoir de vote

**Boviolles** : SAMSON Fabrice ; **Chonville Malaumont** : BENICHOX Roselyne ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Saint Germain sur Meuse** : MICHELOT Christian, **Willeroncourt** : CALVO Michel

#### Absents

**Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART Patrick ; **Champougny** : VINCENT Eric ; **Commercy** : BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, CAHU Gérard, MAROTEL Jacques, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Euville** : GEROME LOUE Léa , HIRSCH Philippe ; **Grimaucourt pres Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Neuville les Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont sur Meuse** : GRUYER Reynald ; **Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Villeroy sur Méholles** : LAURENT Eddy ; **Vignot** : CHAFF Daniel ; **Void Vacon** : LHERITIER Jean-Paul

#### Pouvoirs ont été donnés à :

POIRSON Elaine de NAJOTTE Sylvie ; THOMAS Guylaine de CHAFF Daniel ; CARE Florent de VAUTRIN Jean-Philippe ; RICHARD Suzel de MAROTEL Jacques ; BARREY Patrick de CAHU Gérard ; LEFEVRE Jérôme de BOUROTTE Liliane, DINTRICH Jean-Luc de VINCENT Eric ; FERIOLI Alain de HIRSCH Philippe ; MOUSTY Michel de GRUYER Reynald ; HERY Joël de GEROME LOUE Léa ; ROCHON Sylvie de LHERITIER Jean-Paul

#### Secrétaire de séance : HENRION Mauricette

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 69

Nombre de pouvoirs : 11

Nombre de suffrages exprimés : 80

VOTES : Pour : 80

Contre : 7

Abstention : 15

**Objet : Dérogations municipales 2018 au repos dominical pour les commerces de détail - avis du conseil communautaire**

**06/12/2017 Délibération n°260-2017**

Le Président explique que le principe des dérogations municipales au repos dominical a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciale.

L'article L.3132-26 du code du travail donne compétence au maire pour accorder, par arrêté municipal, aux établissements commerciaux de vente au détail, où le repos a lieu normalement le dimanche, jusqu'à neuf dérogations au repos dominical par an en 2015 puis douze à partir de 2016 contre cinq auparavant conformément à la loi du 6 août 2015 « pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques », dite « Loi Macron ».

Cette loi impose dorénavant au maire d'arrêter la liste des dimanches travaillés, dans la limite de douze par an maximum, avant le 31 décembre pour l'année suivante. Aucune demande de dérogation ne peut désormais être faite par les commerçants.

La liste peut cependant être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Ces dérogations doivent néanmoins être accordées pour la totalité des commerces de détail de la commune exerçant la même activité que le demandeur même si la demande est individuelle afin de contenir le risque d'une multiplication incontrôlée des ouvertures dominicales obtenues sur le fondement des dispositions de cet article.

En contrepartie, les salariés concernés bénéficient de compensations financières et de repos prévues à minima par le code du travail qui seront rappelés dans l'arrêté municipal.

Dans les établissements, dont le fonctionnement ou l'ouverture est rendu nécessaire par les contraintes de la production, de l'activité ou les besoins du public, il peut être dérogé, de droit (c'est-à-dire sans qu'il soit besoin d'une autorisation administrative) à la règle du repos dominical ; le repos hebdomadaire est alors attribué par roulement (certains salariés seront donc amenés à travailler le dimanche).

Sont, par exemple, concernés les établissements appartenant aux catégories suivantes : fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate, hôtels, restaurants et débits de boissons, débits de tabac, entreprises de spectacles, commerces de détail du bricolage, fleuristes etc. La liste complète des activités concernées figure à l'article R. 3132-5 du Code du travail.

Dans les établissements dont l'activité exclusive ou principale est la vente de denrées alimentaires au détail, le repos hebdomadaire peut être donné le dimanche à partir de 13 heures.

Conformément à l'article L.3132-26 du code du travail et l'article R.3132-21 du même code, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées mais également aussi après consultation du conseil municipal et du conseil communautaire.

Les organisations d'employeurs et de salariés du département ont été sollicitées, Seule la CFTC a, à ce jour, répondu et donné un avis défavorable.

Toutefois, le maire n'est pas lié par leur avis.

Les demandes formulées, au titre de l'année 2018, sont les suivantes :

L'enseigne « LA HALLE AUX VETEMENTS » souhaite obtenir l'autorisation du maire pour ouvrir son établissement 12 dimanches : les 7 et 14 janvier, 24 juin, 1er et 8 juillet, 26 août, 2 et 9 septembre et les 2, 9, 16 et 23 décembre 2018

L'enseigne « LA HALLE AUX CHAUSSURES » souhaite quant à elle obtenir l'autorisation du maire pour ouvrir son établissement 12 dimanches : les 7 et 14 janvier, 24 juin, 1er et 8 juillet, 26 août, 2 et 9 septembre et les 2, 9, 16 et 23 décembre 2018.

L'enseigne « MATCH » souhaite quant à elle obtenir l'autorisation du Maire pour ouvrir son établissement 7 dimanches : 1er avril, 2 septembre et les 2, 9, 16, 23 et 31 décembre 2018.

Afin d'anticiper d'éventuelles demandes en cours d'année par d'autres enseignes et compte tenu des périodes de soldes d'hiver, d'été et des fêtes de fin d'année, il est préférable de porter le nombre de dimanche demandés à 12 pour toutes les branches de commerces de détails ne bénéficiant pas d'une dérogation permanente au titre de l'article R.3132-5 du code du travail.

La dérogation concernant plus de cinq dimanches, le Conseil Communautaire doit être émettre un avis sur la possibilité aux commerces de détail de déroger au repos dominical aux dates suivantes, liées à des événements commerciaux, festifs ou culturels qui rythment la vie locale de Commercy : sur l'ouverture exceptionnelle des commerces de détail de la commune où le repos a lieu normalement le dimanche et ne bénéficiant pas d'une dérogation permanente au titre de l'article R.3132-5 du code du travail (Branches « Vente de Chaussures et Maroquinerie », « Commerces de détail alimentaire », « Habillement (prêt à porter – lingerie – accessoires de mode) », « librairie - papeterie », « parfumerie – cosmétiques – esthétique et parapharmacie », « articles de sport et de loisirs », « audiovisuel – électronique – équipement ménager », « automobile », « cadeaux - gadgets », « chocolaterie – confiserie – biscuiterie », « bijouterie fantaisie », « antiquités – brocante – objet d'art », « équipement du foyer (tissu d'ameublement – linge de maison – luminaire - décoration et bazars) », « cycles – motocycles - quadricycles », « jeux - jouets », « magasins multi-commerces », « optique - lunetterie »), avec les contreparties prévues par le code du travail pour les salariés concernés, les douze dimanches suivants :

- 7 janvier 2018,
- 14 janvier 2018,
- 24 juin 2018,
- 1er juillet 2018,
- 8 juillet 2018,
- 26 août 2018,
- 2 septembre 2018,
- 9 septembre 2018,
- 2 décembre 2018,
- 9 décembre 2018,
- 16 décembre 2018,
- 23 décembre 2018.

Ainsi, il est demandé au Conseil Communautaire d'émettre un avis.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à la majorité (7 contre, 15 abstentions)

- **EMET** un avis favorable pour les dates d'ouvertures exceptionnelles présentées ci-dessus
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.*

*Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

**Le Président**



**Francis LECLERC**

Date de convocation : 28/11/2017

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.